

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme
7 rue Léo Lagrange
63 000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPACA

7 rue du Commerce
03 220 Tréteau

Références : 20260302-RAP-63-0171-Insp-COOPACA-Treteau
Code AIOT : 0005601461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement COOPACA implanté 7 rue du Commerce - 03 220 Tréteau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée dans le cadre du suivi des demandes formulées lors de la précédente visite d'inspection (29/11/2024).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPACA
- 7 rue du Commerce 03220 Treteau
- Code AIOT : 0005601461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société coopérative agricole COOPACA exploite sur le site de Tréteau une installation de stockage de céréales (silos), de produits phytosanitaires et d'engrais, ainsi qu'une installation de fabrication d'aliments pour bétail.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- NATECH
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 20 et 21	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Mise à jour POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'opération interne (POI) du site COOPACA de Tréteau doit prévoir l'ensemble des dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dans un contexte accidentel.

Le document de l'exploitant intitulé « Guide pour la recherche de substances dans l'environnement suite à un incident majeur » identifie les substances à rechercher, dans les différents milieux, mais ne justifie pas de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements pour mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dans des délais adéquats.

Dans le cas de prestations externes, il est attendu la fourniture d'un contrat précisant les modalités et les délais associés pour la mise en œuvre des équipements et l'analyse des prélèvements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 20 et 21
Thème(s) : Risques accidentels, protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2025
Prescription contrôlée : <u>Article 20 :</u> L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. <u>Article 21 :</u> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Les dispositifs de protection contre la foudre préconisés à l'issue de la mise à jour de l'étude technique foudre (27/12/2023) ont été installés le 14/01/2025 par l'entreprise Heur'Tech. La facture de la prestation a été présentée en réunion d'inspection pour justification. La vérification initiale, à réaliser par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation, est programmée au 30 mars 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir le rapport de vérification initiale dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mise à jour POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2025
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en oeuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en oeuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none">- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>

Constats :

Pour répondre à cette prescription, l'union des coopératives agricoles de l'Allier (UCAL) a créé, pour les coopératives qu'elle représente, un document intitulé « Guide pour la recherche de substances dans l'environnement suite à un incident majeur ».

Ce document liste les substances potentiellement émises lors d'un incident majeur (notamment l'incendie) et les justifiées au regard de l'activité du site. Un tableau présente, pour chaque scénario d'accident, les effets potentiels sur l'environnement, leurs caractérisations, les mesures à réaliser dans l'environnement en phase accidentelle et celles à réaliser en phase post-accidentelle. Enfin, le document précise que les mesures en phase accidentelle seront réalisées par les pompiers, sans apporter de justification contractuelle concernant la disponibilité des personnels et des équipements pour mener ces prélèvements dans des délais adéquats.

L'exploitant du site COOPACA de Tréteau dispose bien de ce guide, mais ne l'a pas spécifiquement versé à son POI. Par ailleurs, comme échangé avec UCAL, le document ne permet pas de justifier de la disponibilité des personnels et des équipements pour mener les premiers prélèvements environnementaux dans des délais adéquats.

Le jour de la présente visite d'inspection, Madame JASSERAND (responsable QSE, UCAL) confirme par téléphone :

- que les services d'incendie et de secours de l'Allier (SDIS03) ne sont, en effet, pas en situation de proposer un accord contractuel pour répondre à cette obligation réglementaire ;
- que l'union des coopératives agricoles de l'Allier (UCAL) a sollicité un prestataire (APAVE) pour formuler une proposition technique et financière permettant de répondre à cette obligation.

L'offre technique et commerciale n'est pas disponible le jour de la présente visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements pour mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dans des délais adéquats.

Dans le cas de prestations externes, il est attendu la fourniture d'un contrat précisant les modalités pratiques et les délais associés pour la mise en œuvre des équipements et l'analyse des prélèvements.

Il est rappelé que les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Niveau sonore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, niveau sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2025
Prescription contrôlée : <p>En complément à l'obligation d'un contrôle réalisé tous les 3 ans, pour l'établissement, qui est imposé dans l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 1643/99 du 14 avril 1999, un contrôle périodique des nouvelles installations autorisées par le présent arrêté est réalisé selon les dispositions suivantes.</p> <p>Une mesure de la situation acoustique engendrée par le fonctionnement des installations est effectuée tous les ans par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Cette situation caractérisera notamment les niveaux sonores émis en limite de propriété ainsi que l'émergence dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Si 3 contrôles annuels consécutifs démontrent la conformité des émissions sonores, la fréquence des contrôles devient bisannuelle. Si 2 contrôles bisannuels consécutifs démontrent la conformité des émissions sonores, la fréquence des contrôles devient trisannuelle. Ces contrôles sont réalisés en période significative de collecte des céréales.</p> <p>Les rapports de mesure sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a procédé à la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures acoustiques les 19 et 20 février 2025.</p> <p>Le rapport du prestataire, transmis en réunion d'inspection, présente les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• les niveaux mesurés en limite de propriété sont conformes ;• les valeurs d'émergences en période nocturne sont conformes ;• les valeurs d'émergences en période diurne sont dépassées sur les points N°2 et N°3 (à savoir 5,5 dB(A) et 7,5 dB(A) au lieu des 5 dB(A) autorisés)• aucune tonalité marquée n'est relevée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Identifier les équipements et/ou les activités les plus bruyantes dans le secteur des points N°2 et N°3. Programmer les actions correctives permettant une réduction des niveaux sonores.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective